



**TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT RELATIFS A
L'AMÉNAGEMENT D'ESPACES D'UN SITE
ANNEXE DU CENTRE POMPIDOU**

MARCHÉS N° 25-CP04-110-MA

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 1 COCONTRACTANTS	5
ARTICLE 2 OBJET, TYPE, FORME ET PERIMETRE DU MARCHÉ.....	7
2.1 OBJET.....	7
2.2 NATURE ET FORME.....	7
2.4 PERIMETRE DU MARCHÉ ET DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE.....	7
ARTICLE 3 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
ARTICLE 4 DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 5 DESCRIPTION DES TRAVAUX ATTENDUS.....	9
ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7 PRIX DU MARCHÉ – CONTENU – VARIATION	17
ARTICLE 8 AVANCES.....	18
8.1 VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE	18
8.2 MONTANT DE L'AVANCE	18
8.3 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE.....	18
8.4 VERSEMENT D'UNE AVANCE AU SOUS-TRAITANT	18
8.5 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	19
ARTICLE 9 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	19
9.1 DEMANDES DE PAIEMENT - PRESENTATION DES FACTURES.....	19
9.2 MODALITES DE REGLEMENT PAR LE CENTRE POMPIDOU	19
9.3 COORDONNEES BANCAIRES DU TITULAIRE – RIB	20
ARTICLE 10 GESTION ET SUIVI DU CONTRAT.....	21
10.1 PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ.....	21
10.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	22
10.3 MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	22
ARTICLE 11 CONFIDENTIALITE	22
11.1 CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU MARCHÉ.....	22
11.2 CONFIDENTIALITE DES DONNEES.....	23
ARTICLE 12 PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS	23
12.1 PRESENTATION DE SOUS-TRAITANT(S) LORS DE LA REMISE DE L'OFFRE.....	24
12.2 PRESENTATION DE SOUS-TRAITANT(S) EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	24
ARTICLE 13 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ.....	24
13.1 DISPOSITIONS GENERALES	24
13.2 ASSURANCES PERSONNELLES DE L'ENTREPRISE	25
13.3 ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITE	25
13.4 RESPONSABILITE DES INSTALLATIONS.....	26
ARTICLE 14 CLAUSES DE REEXAMEN	26
14.1 MODIFICATIONS DES DELAIS.....	26
14.4 MODIFICATIONS DES INTERLOCUTEURS.....	26
ARTICLE 15 LITIGES	27
ARTICLE 16 RECOURS A UNE PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SIMILAIRES. 27	27
ARTICLE 17 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	27

ARTICLE 18	 DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	27
ARTICLE 19	 SIGNATURE DE L'ENTREPRISE.....	29
19.1	<i>ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR.....</i>	29
19.2	<i>SIGNATURE DE L'ENTREPRISE.....</i>	29
ARTICLE 20	 ACCEPTATION DE L'OFFRE - SIGNATURE DU CENTRE POMPIDOU.....	30
20.1	<i>COMPTE RENDU DES NEGOCIATIONS.....</i>	30
20.2	<i>RECAPITULATIF DES ANNEXES ETABLIES APRES LA REMISE DES OFFRES.....</i>	30
20.3	<i>ACCEPTATION DE L'OFFRE</i>	30
20.4	<i>SIGNATURE DU CENTRE POMPIDOU.....</i>	30
ARTICLE 21	 CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE.....	31

PREAMBULE – DISPOSITIONS GENERALES - DEFINITIONS

Pouvoir adjudicateur - personne publique contractante : Centre Pompidou 75191 Paris Cedex 04

Le présent acte d'engagement est un marché public passé par le Centre Pompidou dans le cadre de la procédure de passation définie ci-dessous.

L'acte d'engagement doit être signé par l'entreprise candidate lors de la remise des offres. Le contrat est formé lors de l'acceptation de l'offre économiquement la plus avantageuse par décision de la personne habilitée à engager le Centre Pompidou.

Procédure de passation :

Le marché objet de la présente consultation est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

La passation de ce marché intervient alors que le site principal du Centre Pompidou ferme progressivement au public en 2025 afin d'engager un programme ambitieux de plusieurs années de rénovation et de réaménagement de ses espaces. Les activités de l'établissement ont progressivement cessé au sein du site principal et se redéploient hors les murs dans le cadre de multiples partenariats avec des lieux culturels à Paris, en région et à l'international.

C'est dans ce contexte que la conclusion du marché objet du présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) est engagée.

Les articles comportant un «  » correspondent à des articles qui doivent être complétés par les candidats dans leur offre.

ARTICLE 1 | COCONTRACTANTS¹

Le présent contrat est conclu entre :

- **d'une part,**

le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou :

Établissement public administratif de l'État, ayant son siège 75191 Paris Cedex 04

Établissement public national à caractère culturel

Représenté par : Monsieur le Président du Centre Pompidou

 **et d'autre part,**

☐ **L'entreprise se présentant seule, cocontractant unique, ci-après dénommé « le titulaire » en cas d'attribution du marché et identifiée comme suit :**

[RAISON SOCIALE]

[ADRESSE]

[COORDONNEES CONTACT]

SIRET :

Représentée par

Représentant légal de l'entreprise

Et indiquant que les prestations faisant l'objet du présent marché seront exécutées :

- ☐ par le siège social,
- ☐ par l'établissement suivant (*uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social indiqué ci-dessus*)

Ayant pris connaissance des documents contractuels du marché listés à l'article 3 ci-dessous, M'ENGAGE sans réserve, sur la base de mon offre, et conformément aux dispositions de ces documents contractuels :

- à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après,
- à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance.
- le cas échéant, à communiquer chaque année au plus tard le 30/01, ma situation au regard de la Maison des Artistes ou de l'AGESSA (n° adhérent, statut affilié, dispense de précompte)

OU

☐ **Le groupement d'entrepreneurs ☐ solidaire ☐ conjoint, ci-après dénommé « le titulaire » : en cas d'attribution du marché et identifiée comme suit :**

1^{ère} entreprise cotraitante mandataire du groupement :

[RAISON SOCIALE]

[ADRESSE]

[COORDONNEES CONTACT]

SIRET :

Représentée par

Représentant légal de l'entreprise

Et indiquant que les prestations faisant l'objet du présent marché seront exécutées :

- ☐ par le siège social,

¹ Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès aux informations vous concernant, ainsi qu'un droit de modification, de rectification et de suspension.

☐ par l'établissement suivant (*uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social indiqué ci-dessus*)

Ayant pris connaissance des documents contractuels du marché listés à l'article 3 ci-dessous, M'ENGAGE sans réserve, sur la base de mon offre, et conformément aux dispositions de ces documents contractuels :

- à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après,
- à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance.
- le cas échéant, à communiquer chaque année au plus tard le 30/01, ma situation au regard de la Maison des Artistes ou de l'AGESSA (n° adhérent, statut affilié, dispense de précompte)

En cas de groupement conjoint, le mandataire déclare être solidaire de tous les membres du groupement.

2^{ème} entreprise cotraitante :

[RAISON SOCIALE]

[ADRESSE]

[COORDONNEES CONTACT]

SIRET :

Représentée par

Représentant légal de l'entreprise

Et indiquant que les prestations faisant l'objet du présent marché seront exécutées :

☐ par le siège social,

☐ par l'établissement suivant (*uniquement établissement principal ou secondaire lié au siège social indiqué ci-dessus*)

Ayant pris connaissance des documents contractuels du marché listés à l'article 3 ci-dessous, M'ENGAGE sans réserve, sur la base de mon offre, et conformément aux dispositions de ces documents contractuels :

- à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après,
- à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance.
- le cas échéant, à communiquer chaque année au plus tard le 30/01, ma situation au regard de la Maison des Artistes ou de l'AGESSA (n° adhérent, statut affilié, dispense de précompte)

ARTICLE 2 | OBJET, TYPE, FORME ET PERIMETRE DU MARCHÉ

2.1 OBJET

Le présent marché a pour objet des travaux tous corps d'état pour l'aménagement d'un espace de convivialité et d'un pôle médical du site dit « 25 Renard » du Centre Pompidou, ci-après dénommé « le Centre » ou « le Centre Pompidou » ou « la personne publique » ou « le pouvoir adjudicateur ».

2.2 NATURE ET FORME

Le marché de travaux objet de la présente consultation est mono-attributaire. Il est traité à prix forfaitaires quelles que soient les quantités exécutées en application de l'article R. 2112-6 du code de la commande publique.

La nature des travaux et les spécificités techniques sont détaillées dans le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) et ses annexes.

2.4 PERIMETRE DU MARCHÉ ET DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE

Le pilotage et le suivi du présent marché sont confiés à la Direction du bâtiment et de la sécurité du Centre Pompidou ou ses représentants.

2.4.1 PÉRIMETRE

Le marché objet de la présente consultation a trait aux opérations de travaux liées aux secteurs suivants :

- démolition / curage ;
- menuiserie extérieure ;
- cloisonnement / faux-plafonds ;
- menuiserie intérieure ;
- peinture ;
- revêtements de sol ;
- carrelage ;
- plomberie ;
- CVC ;
- électricité.

Sont expressément exclus du périmètre du marché les travaux relatifs à d'autres corps d'état ou tous corps d'état couverts par un éventuel support contractuel en cours d'exécution pour les besoins du Centre Pompidou.

2.4.2 PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

À titre exceptionnel, pour un besoin occasionnel de faible montant et sans préjudice des obligations de publicité et de mise en concurrence, le Centre Pompidou se réserve le droit de solliciter d'autres prestataires pour des prestations de même nature, notamment en cas de défaillance technique ou juridique du titulaire.

En conséquence, ce marché n'est pas destiné à couvrir tous les besoins de la personne publique.

ARTICLE 3 | PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché objet sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : notice descriptive sommaire des travaux ;
 - annexe 2 et 2bis : plans ;
 - annexe 3 : calendrier prévisionnel d'exécution ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (pièce non jointe) ;
- l'offre du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;
- les ordres de services et décisions ou informations notifiés par le Centre Pompidou au titulaire et faisant courir un délai.

Les pièces générales ne sont pas jointes.

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de ventes du titulaire.

Par dérogation aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG-Travaux, seuls seront notifiés au titulaire du marché la copie du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières et ses annexes.

Sur demande écrite du titulaire, le Centre Pompidou délivrera ultérieurement l'exemplaire unique en vue de la cession de créance du marché.

ARTICLE 4 | DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement d'un an prenant effet à compter de :

- la date de réception sans réserve des travaux ;
- ou à la levée de la dernière réserve, si des réserves subsistent à l'issue de cette période.

Il n'est pas reconductible.

4.2 DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des prestations ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions de l'AE-CCAP ainsi que dans celles du CCTP et de ses annexes.

Ils sont précisés dans chaque bon de commande notifié au titulaire.

ARTICLE 5 | DESCRIPTION DES TRAVAUX ATTENDUS

Sont attendus au titre du marché objet du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières les travaux et prestations décrits en annexes n° 1 et 2 du présent document.

ARTICLE 6 | CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Les spécifications techniques particulières sont précisées dans chaque ordre de service (OS).

6.2 INTERLOCUTEURS

Les interlocuteurs du titulaire au Centre Pompidou sont :

- à la Direction du bâtiment et de la sécurité :
Thérèse LE ROY
Cheffe du service du bâtiment, direction du bâtiment et de la sécurité
Tél : +33 1 44 78 43 80
Courriel : therese.leroy@centrepompidou.fr

- Hélène TRESFIELD
Responsable du pôle Maîtrise d'ouvrage
Tel : +33 1 44 78 16 79 ou +33 7 63 33 62 78
Courriel : helene.tresfield@centrepompidou.fr

- à la Direction juridique et financière, pour l'aspect administratif :
Service de l'achat public
Tél. : 01 44 78 49 33 (ou 46 61) / Fax. : 01 44 78 12 11
Courriel : achat@centrepompidou.fr

6.3 COMPETENCES DES INTERVENANTS

Le titulaire présentera au Centre Pompidou une liste des agents habilités à intervenir sur le site. Cette liste comportera la fonction des agents au sein des équipes. Il s'engage donc à confier les prestations à un personnel qualifié. Le titulaire fera son affaire de tout congé et pourvoira au remplacement du personnel absent de manière à maintenir lors de ses interventions un effectif constant en nombre et en qualification.

6.4 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Le titulaire désigne nommément dans son offre deux intervenants en charge de l'exécution du marché.

Dans le cas où ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le Centre Pompidou et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au Centre Pompidou un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le Centre Pompidou, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Centre Pompidou récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre

remplaçant.

La décision de récusation prise par le Centre Pompidou est motivée. Les avis, propositions et décisions du Centre Pompidou sont notifiées selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Centre Pompidou, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-Travaux.

6.5 CONFIDENTIALITE

Pour des raisons de sécurité, le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations relatives aux œuvres dont il pourrait avoir connaissance dans l'exercice de sa mission pendant toute la durée de ses interventions.

6.6 MOYENS FOURNIS PAR LE CENTRE POMPIDOU

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations sont assurées par le Centre Pompidou.

6.7 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques peuvent faire mention d'un mode ou procédé de fabrication particulier ou d'une provenance ou origine déterminée, ou faire référence à une marque, à un brevet ou à un type.

Ces mentions ou références permettent une description précise et intelligible des matériaux mais ne doivent en aucun cas avoir pour effet de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits. Tous matériaux équivalents pourront être proposés et utilisés.

6.8 REUNIONS

Si le Centre Pompidou l'estime nécessaire, des points d'étape ou bilans sous forme de réunions pourront être demandés sans que cela soit sujet à facturation complémentaire. Ces réunions se dérouleront sur site ou l'un des sites parisiens du Centre Pompidou.

6.9 RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS (RSO)

Soucieux de se comporter en acteur culturel responsable, le Centre Pompidou est engagé en faveur du développement durable. Dans ce contexte, l'établissement s'attache notamment au travers de ses achats à :

- intégrer des dispositions en faveur de la protection ou de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social et en faveur du développement économique ;
- prendre en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes concernées ;
- inciter à la sobriété énergétique et numérique, et à la consommation maîtrisée et raisonnée des ressources ;
- définir ses besoins au plus juste.

Dans ce cadre, le candidat est tenu de prendre en compte la démarche du Centre dans le cadre de l'offre qu'il soumet.

L'exécution des travaux objet de la présente lettre de consultation doit pleinement intégrer cette dimension RSO, et notamment une articulation optimisée entre les besoins identifiés et les objectifs de sobriété énergétique et de réduction des déchets auxquels le Centre s'astreint.

6.10 PLAN DE PREVENTION - HYGIENE ET SECURITE

L'entreprise utilisatrice se définit comme l'entreprise utilisant les services d'une entreprise extérieure.

Dans le cas présent, le Centre Pompidou représente l'entreprise utilisatrice, et le titulaire du marché ainsi que ses éventuels sous-traitants représentent les entreprises extérieures.

Dès lors que des entreprises extérieures interviennent dans les espaces du Centre Pompidou, ce dernier établit un plan de prévention afin d'encadrer les activités. Le plan de prévention est élaboré en application des articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du code du travail.

Au-delà de 400h de travail, toutes entreprises extérieures confondues, ou si des prestations réalisées entrent dans la liste des travaux dangereux définie par l'arrêté du 19 mars 1993, la réalisation d'un plan de prévention écrit est obligatoire (exemples : travaux en hauteur de plus de 3m, distribution électrique, utilisation de produits classés dangereux, ...). A défaut, seule une inspection commune préalable est réalisée à l'arrivée des prestataires sur site.

L'inspection commune préalable est une réunion entre les représentants des entreprises extérieures intervenantes et le commanditaire de l'opération au Centre Pompidou. Elle est suivie d'une visite des espaces d'intervention. L'inspection commune se déroule environ dix jours avant le démarrage de la prestation, si la rédaction d'un plan de prévention a été jugée nécessaire.

A l'occasion de cette réunion, chaque représentant d'entreprise extérieure est invité à exposer la nature de ses interventions, ses méthodologies de travail et les mesures de prévention mises en œuvre. L'objectif est d'analyser les risques de coactivité dus à l'intervention de plusieurs entreprises dans un même espace de travail ou les interactions avec les équipements du bâtiment, d'exposer les spécificités propres à l'établissement et de définir les mesures de prévention qui seront à respecter pendant l'intervention au Centre Pompidou.

Quinze jours au plus tard avant la date de l'inspection commune, soit trois semaines environ avant le démarrage des interventions, l'ensemble des entreprises extérieures intervenantes doit remettre au commanditaire de l'opération une fiche entreprise extérieure renseignée et accompagnée des justificatifs adaptés à l'intervention. Les principaux documents demandés pour permettre l'établissement du plan de prévention sont listés dans le tableau ci-dessous. Le Centre Pompidou se réserve la possibilité de demander aux entreprises extérieures de communiquer des documents complémentaires lors des réunions techniques ou visites d'inspection commune en fonction de la nature des prestations réalisées.

Nature de l'intervention	Documents à produire (<i>liste non exhaustive</i>)
Quelle que soit l'intervention	Planning prévisionnel des travaux
	Organigramme opérationnel
	Liste du personnel intervenant
Intervention sur des installations électriques	Titre d'habilitation électrique (niveau d'habilitation adapté à l'intervention)
Travail en hauteur (utilisation de nacelle fournie par le Centre Pompidou)	CACES R486 pour deux intervenants (un dans le panier, un second au sol pour porter assistance en cas de nécessité)
	Aptitudes médicales inférieures à deux ans et stipulant explicitement l'aptitude au travail en hauteur pour deux intervenants
	Autorisations de conduite pour deux intervenants (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure)
Travail en hauteur (utilisation de nacelle fournie par l'entreprise extérieure)	Autorisation de conduite pour deux intervenants (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure)
	Fiche technique de l'équipement (équipement uniquement à énergie électrique en cas d'usage à l'intérieur du bâtiment ; respect des surcharges admissibles au sol : 500Kg/m ² en superstructure et 400 Kg/m ² au Forum et Forum -1)
	PV de vérification de l'équipement inférieur à six mois

Travail en hauteur (échafaudage)	Notice de montage de l'échafaudage (pour les échafaudages complexes) Attestation de formation monteur / vérificateur / utilisateur (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure)
Travail en hauteur (escabeau, échelle, marchepied fourni par l'entreprise extérieure)	Méthodologie justifiant le recours à ce type d'équipement comme poste de travail (en référence à l'article R4323-63 du Code du travail)
Manutention mécanique (utilisation de chariot automoteur ou autre équipement de manutention autoporté fourni par le Centre Pompidou)	CACES R489 Aptitude médicale inférieure à deux ans Autorisation de conduite (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure)
Manutention mécanique (utilisation de chariot automoteur ou autre équipement de manutention autoporté fourni par l'entreprise extérieure)	Autorisation de conduite (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure) Fiche technique de l'équipement (équipement uniquement à énergie électrique en cas d'usage à l'intérieur du bâtiment ; respect des surcharges admissibles au sol : 500Kg/m ² en superstructure et 400 Kg/m ² au Forum et Forum -1) PV de vérification de l'équipement inférieur à six mois
Utilisation d'équipements fournis par l'entreprise extérieure (palans, lève-matériaux, étuves, machines à fumée, ...)	PV de vérification des équipements inférieurs aux délais légaux d'obligation de vérification périodiques Fiches techniques des équipements Notices d'utilisation des équipements
Port d'équipements de protection individuelle (masque respiratoire spécifique, harnais, ...)	Attestation de formation au port d'équipement de protection individuelle (à renseigner sur la fiche entreprise extérieure)
Utilisation de produits chimiques (quelle que soit la nature du produit)	Fiche de données de sécurité du produit (inférieure à trois ans dans la mesure du possible) Fiche technique du produit

Suite à l'inspection commune, et préalablement au démarrage de l'intervention, le Centre Pompidou rédige le plan de prévention et le soumet aux entreprises extérieures pour validation.

Les entreprises extérieures doivent informer le Centre de toute évolution dans les méthodologies de travail ou autres changements influençant la sécurité de l'intervention. Le plan de prévention est mis à jour aussi souvent que nécessaire. Des inspections communes complémentaires peuvent être organisées en cours de chantier auxquelles les entreprises extérieures s'engagent à participer.

Protocole de sécurité

Pour des opérations spécifiques de chargement et de déchargement (absence de travaux dangereux et/ou intervention inférieure à 400h), et en remplacement de la rédaction d'un plan de prévention, il est établi un protocole de sécurité. Ce document, adapté à l'espace de livraison / reprise, est renseigné par le prestataire puis validé par le directeur du Centre responsable de l'opération préalablement aux interventions.

Les livraisons / reprises ont lieu par l'aire de livraison du Centre Pompidou, accessible depuis la voirie souterraine des Halles, limitée à 3,50m de hauteur. Les autorisations exceptionnelles d'accès par d'autres espaces sont délivrées uniquement par le service de la sécurité.

Intervention d'entreprises non francophones

Dans le cas où des entreprises, titulaires ou sous-traitantes, non francophones interviendraient sur site, la traduction des mesures de prévention et la transmission des consignes de sécurité aux opérateurs seraient à la charge des entreprises extérieures. Le Centre Pompidou se réserve la possibilité de demander l'intervention d'un interprète, aux frais du titulaire, pour mener à bien l'inspection commune et/ou l'exécution en sécurité des prestations sur site.

Certains documents types, comme le recueil des consignes de sécurité (généralités applicables à l'ensemble de l'établissement), la fiche entreprise extérieure ou les protocoles de sécurité, peuvent être communiqués en version anglaise.

Acteurs de la prévention au Centre Pompidou

La politique de prévention du Centre Pompidou s'organise autour d'une formation spécialisée du comité social d'administration (CSA-FS), du pôle prévention, animé par l'inspecteur santé et sécurité au travail et d'un réseau de partenaires de la prévention. Les acteurs listés ci-dessous sont uniquement ceux exerçant une activité en lien avec les interventions d'entreprises extérieures.

- le CSA-FS participe au travail d'évaluation des risques et des méthodes de prévention. A ce titre, ses membres sont conviés aux inspections communes préalables.
- la fonction d'inspecteur santé et sécurité au travail est régie par le décret n°95-680 du 9 mai 1995 modifiant le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique. Cet agent assure, entre autres, des fonctions d'inspection en matière de santé et de sécurité au travail pour le Centre Pompidou et la Bibliothèque Publique d'Information. Il est habilité à représenter la direction du Centre Pompidou auprès des entreprises extérieures, de leurs représentants et de leurs employés.
- le pôle prévention, placé sous l'autorité de la direction générale, assure des activités de conseil et de coordination pour toutes les questions concernant la santé et la sécurité au travail des personnels. Il participe notamment à l'élaboration des plans de prévention avec les entreprises extérieures, en apportant des connaissances juridiques et techniques aux différentes directions de l'établissement. Le pôle prévention est placé sous la conduite et la responsabilité de l'inspecteur santé et sécurité au travail qui anime et encadre trois coordonnateurs hygiène et sécurité qui exercent la même fonction.
- dans le cadre du plan de prévention, une personne chargée des mesures de prévention est désignée par la direction du Centre. Elle est chargée de définir les mesures de prévention en lien avec le pôle prévention et de veiller à leur application sur site.

6.11 PENALITES

En complément des dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, le titulaire se verra appliquer, en cas de non-respect des délais, les pénalités suivantes :

- pénalités en cas de retard d'exécution du marché :
 - 500 € par jour en cas de retard affectant la date de réception des ouvrages et en lien avec des travaux (initiaux ou reprises) sur la base du calendrier d'exécution annexé au présent AE-CCAP ;
 - le titulaire s'engage à informer ses éventuels sous-traitants des risques encourus en cas de non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention. Le Centre Pompidou, et notamment l'inspecteur santé et sécurité au travail et les coordonnateurs hygiène et sécurité du pôle prévention, se réserve le droit de suspendre ou arrêter l'opération en cas de non-respect des mesures inscrites au plan de prévention. Sur constat du Centre Pompidou, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, cumulables entre elles :
 - 50 € pour non-production de documents (fiches de données de sécurité, fiche technique de produits, etc.) après un délai de quinze jours après la notification du plan de prévention ;
 - 200€ par représentant du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants absents à l'inspection commune préalable ou aux inspections communes complémentaires ;
 - 50€ par jour calendaire et par document, lors de retard dans la production des éléments demandés dans le cadre du plan de prévention et/ou du protocole de sécurité ;
 - 1 000€ en cas de non-respect des mesures de prévention inscrites dans le plan de prévention ;

- 3 000€ en cas de non-respect des mesures de prévention inscrites dans le plan de prévention entraînant la mise en danger de la vie du salarié ou de la vie d'autrui.
- pénalités pour mauvaise exécution ou refus de réception : en cas de constat de mauvaise exécution ou de refus par le Centre Pompidou de réception des travaux, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 1 000 € par constat de non-conformité.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sur simple constat du retard par le Centre Pompidou.

Exonération de pénalités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le titulaire se verra appliquer des pénalités dès le 1^{er} euro.

Cumul de pénalités

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables entre elles.

6.12 VERIFICATION, ADMISSION DES PRESTATIONS ET RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est l'acte par lequel le Centre Pompidou accepte avec ou sans réserve, les travaux exécutés.

Les opérations de contrôle et de réception des travaux se dérouleront de la manière décrite ci-dessous, par dérogation aux articles 38, 41 et 42 du CCAG Travaux.

▪ CONTROLES DES TRAVAUX

Le Centre Pompidou procède aux opérations de contrôle des travaux.

Les contrôles des installations sont assurés par le titulaire du présent marché en présence du maître de l'ouvrage et du bureau de contrôle s'il y a lieu.

Par contrôle, est entendue toute opération de vérification qualitative, réglementaire et technique qui s'applique aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages réalisés.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer, en complément de ceux définis à l'article 24 du CCAG Travaux des contrôles en cours d'exécution des travaux.

Dans tous les cas, l'éventuelle fourniture des matériaux nécessaires reste à la charge et aux frais du titulaire. Si les vérifications ne sont pas satisfaisantes, le titulaire doit apporter les modifications et compléments nécessaires pour que satisfaction soit obtenue.

Il supporte alors, en outre, les frais des vérifications nécessaires à la suite des modifications et compléments apportés, à l'exception des frais cités à l'article 24.7 du CCAG Travaux.

En cas de désaccord avec les résultats des contrôles, mesures, vérifications, le maître d'ouvrage ou le titulaire peut solliciter à titre d'appel une nouvelle série d'essais, contrôles, mesures, vérifications qui seront à la charge de la partie qui succombera en appel.

Dans tous les cas, les contrôles, mesures et vérifications auront lieu aux jours et heures fixés par le Centre Pompidou en présence du titulaire ou de son représentant qualifié.

▪ RECEPTION DES TRAVAUX

La réception est l'acte par lequel le Centre Pompidou, accepte avec ou sans réserve les travaux exécutés.

La réception sera prononcée dans les conditions prévues ci-après. Le titulaire avise le Centre Pompidou par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront.

Le Centre Pompidou procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai de vingt (20) jours maximums à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoins :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues au marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant la garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la mise en état des terrains et des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Centre Pompidou et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Dans le délai maximum de dix (10) jours suivant la date du procès-verbal, le Centre Pompidou fait connaître au titulaire s'il va ou non prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il va retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception. En l'absence d'observations de la part du maître de l'ouvrage dans le délai mentionné ci-dessus, le titulaire du marché peut demander la réception des travaux.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception le Centre Pompidou décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Centre Pompidou peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception précité.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le Centre Pompidou peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Centre Pompidou peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que représenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés

défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Toute prise de possession des ouvrages par le Centre Pompidou doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

▪ **RECEPTION PARTIELLE**

Conformément à l'article 42.2 du CCAG Travaux, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le Centre Pompidou désire prendre une possession anticipée.

Avant d'entrer dans les lieux, le maître d'ouvrage établit un état des lieux contradictoire.

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG Travaux, les délais de garantie de toute nature prendront effet à compter de la date de la réception unique prononcée pour l'ensemble des travaux de la commande concernée.

▪ **MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

La mise à disposition au Centre Pompidou des ouvrages non encore achevés pendant une certaine période afin notamment de lui permettre d'exécuter ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du présent marché se déroule comme il est stipulé à l'article 43 du CCAG Travaux.

6.13 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas de certains travaux non-exécutés, le Centre Pompidou peut, par courriel, mettre le titulaire en demeure de remédier aux travaux non-exécutés dans un délai de 24 heures, sauf cas de force majeure. Si la mise en demeure reste infructueuse, le donneur d'ordre peut prescrire l'exécution de ces travaux aux frais et risques du titulaire.

En cas de manquement à ses obligations de nettoyage de chantier, cette disposition sera appliquée et le Centre Pompidou fera alors appel à une entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire.

De même, si le titulaire commet une faute entraînant des dégâts aux ouvrages existants ou si ces dégâts lui sont directement imputables, il doit assurer à ses frais et sous sa responsabilité les remises en état.

En cas de carence dans un délai de 8 jours calendaires après mise en demeure le sommant de procéder aux remises en état, la personne publique prélèvera sur les sommes dues à l'entrepreneur, l'équivalent au moins de l'évaluation des dépenses nécessaires aux remises en état.

Si dans un délai de 8 jours, comptés depuis le jour de la constatation des dégâts, le titulaire n'a pas fait les démarches nécessaires pour engager les travaux de remise en état, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

La personne publique fera alors exécuter les travaux de remise en état par une entreprise de son choix et les dépenses liées seront imputées à l'entreprise responsable des dégâts.

6.14 GARANTIES CONTRACTUELLES

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux trouvent à s'appliquer.

ARTICLE 7 | PRIX DU MARCHÉ – CONTENU – VARIATION

7.1 CONDITIONS GENERALES DES PRIX

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges et tous les coûts directs ou indirects liés aux travaux selon les lieux d'interventions : frais de déplacement, défraiements (hébergement et repas), de transport, de stationnement éventuel liés à la venue (aller/retour) des équipes, les vêtements de travail, etc. Ils incluent aussi l'assurance des personnes.

Les prix comprennent également les sujétions particulières ci-après :

- le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation de prix, se conformer aux modalités indiquées par le représentant du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les heures d'accès aux locaux, l'emplacement et le dépôt de son matériel ;
- seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours et accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement.

La monnaie de référence est l'euro (€).

7.2 MONTANT DU MARCHÉ

Le montant global et forfaitaire des travaux à réaliser pour la durée du marché est le suivant :

	Montant total en € HT	TVA	Montant total en € TTC
Montant global et forfaitaire du marché€ HT%€ TTC

Soit, en toutes lettres :

- montant hors taxes :
- TVA au taux de ...%, soit un montant de
- montant toutes taxes comprises :

7.3 MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

7.4 RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-33 du code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie est de :


- 5 % du montant forfaitaire initial du marché ;
- ou 3 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Les dispositions des articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique trouvent à s'appliquer.

ARTICLE 8 | AVANCES

8.1 VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2193-10 et R.2191-16 à R.2191-18 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant ci-dessous :

 L'entreprise déclare² :

☐ renoncer à percevoir une avance

8.2 MONTANT DE L'AVANCE

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la partie des prestations qui ne sont pas confiées à des sous-traitants et qui ne donnent pas lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 8 % du montant du marché.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

8.3 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la notification du marché au titulaire.

8.4 VERSEMENT D'UNE AVANCE AU SOUS-TRAITANT

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par l'article R.2191-7 du code de la commande publique sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

² Cocher si le candidat renonce au versement de l'avance en cas d'attribution du marché.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une part de marché postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

8.5 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement de l'avance par le titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 | MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

9.1 DEMANDES DE PAIEMENT - PRESENTATION DES FACTURES

Par dérogation à l'ensemble de l'article 12 du CCAG-Travaux, les factures sont remises au Centre Pompidou au fur et à mesure de l'exécution des travaux et plus précisément :

- à l'issue de la préparation des travaux ;
- à l'issue de l'exécution des travaux ;
- à l'issue de la réception des travaux et de la levée des réserves.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- le n° du présent marché ;
- la description ou les références des prestations et travaux exécutés ;
- le cas échéant, le numéro et la date de l'ordre de service correspondant ;
- le montant H.T. et T.T.C. des prestations et travaux exécutés ;
- le taux et le montant de la TVA.

IMPORTANT :

- en cas de révision des prix, le titulaire indique les prix révisés par application du coefficient de calcul communiqué par le Centre Pompidou ;
- en cas de groupement, les factures de chaque cotraitant doivent contenir l'indication s'il y a paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement ;
- en cas de sous-traitance, les factures du titulaire devront contenir, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

La transmission des factures sous forme électronique est obligatoire.

Les factures des entreprises seront exclusivement transmises via le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

9.2 MODALITES DE REGLEMENT PAR LE CENTRE POMPIDOU

9.2.1 ACCEPTATION DU MONTANT DE LA FACTURE

Le Centre Pompidou vérifie le montant indiqué sur la facture. Il le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le Centre Pompidou. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent.

Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

9.2.2 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

9.2.3 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Centre Pompidou, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse au titulaire sa facture libellée au nom du titulaire.

Puis, il adresse au Centre Pompidou :

- sa demande de paiement libellée au nom du Centre Pompidou, accompagnée du double des pièces adressées au titulaire ;
- l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a reçu la facture ou le décompte se rapportant aux prestations sous-traitées ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans l'acte spécial de sous-traitance.

9.2.4 MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD

En cas de désaccord entre le titulaire et le Centre Pompidou, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le Centre Pompidou dans les conditions prévues à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 6 du présent acte d'engagement.

9.2.5 DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le taux applicable en cas de retard de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

9.3 COORDONNEES BANCAIRES DU TITULAIRE – RIB

9.3.1 COORDONNEES BANCAIRES DU TITULAIRE OU DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT SOLIDAIRE

Insérer un RIB sous format image et PDF dans ce document ou compléter les mentions suivantes :

- IBAN
- BIC
- Nom d'agence

 **COLLER LE RIB**

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

Les avis de virement sont adressés à l'établissement réalisant les travaux mentionné au présent document.

Le Centre Pompidou se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants aux crédits des comptes désignés dans les actes spéciaux.

9.3.2 COORDONNEES BANCAIRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT CONJOINT

Le RIB de tous les membres du groupement conjoint doit être annexé au présent acte d'engagement. Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

9.3.3 MODIFICATION DES COORDONNEES BANCAIRES

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service tel que défini ci-dessous et fournir le RIB correspondant.

ARTICLE 10 | GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

10.1 PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ

10.3.1 INTERLOCUTEURS PRINCIPAUX

Renseignements techniques

Direction du Bâtiment et de la Sécurité (DBS) ; contacts à préciser lors de la notification

10.3.2 INTERLOCUTEUR POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Direction juridique et financière – Service de l'achat public

Tél. : 01 44 78 49 33 (ou 46.61) / Fax : 01 44 78 12 11

Courriel : achat@centrepompidou.fr

10.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les échanges de communication entre le Centre Pompidou et le titulaire sont effectués dans les conditions de l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux. Le profil d'acheteur du Centre Pompidou est la PLACE (Plateforme des achats de l'état).

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Centre Pompidou, dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.1.2 du CCAG- Travaux.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

10.3 MODIFICATION RELATIVE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

10.3.1 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'interlocuteur indiqué à l'article 10.1.1 et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

10.3.2 CHANGEMENT DE COCONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

En cas de transfert du présent marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, le Centre Pompidou procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. Un relevé d'identité bancaire devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du présent marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le présent marché, le Centre Pompidou procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

ARTICLE 11 | CONFIDENTIALITE

Il est dérogé à l'art. 5.1 du CCAG-Travaux comme suit :

11.1 CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté du Centre Pompidou.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

11.2 CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les supports informatiques fournis par le Centre Pompidou au titre du présent marché et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété du Centre Pompidou.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;

Et en fin de marché à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

Ou à :

- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

À ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Centre Pompidou se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Centre Pompidou pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 12 | PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du Centre Pompidou l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation du formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie, des

finances et de la souveraineté industrielle et numérique : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement, expose le titulaire aux mesures prévues à l'article 41 du CCAG- Travaux.

12.1 PRESENTATION DE SOUS-TRAITANT(S) LORS DE LA REMISE DE L'OFFRE

 L'entreprise :

- ☐ ne présente pas de sous-traitant(s) dans l'offre
- ☐ présente un (des) sous-traitant(s) dans l'offre

La part que le titulaire sous-traite dans son offre est détaillée dans la ou les déclarations de sous-traitance annexées au présent acte d'engagement :

Le montant total de la sous-traitance présentée dans l'offre est de :

Montant HT :

TVA au taux de % Montant.....

Montant TTC :

Montant TTC (en lettres) :

Information aux candidats : *si la sous-traitance envisagée est destinée à compléter les capacités techniques ou professionnelles du candidat, le candidat doit remettre le dossier de candidature de son sous-traitant avec son propre dossier dans les conditions fixées par l'avis ou le règlement de la consultation et annexer la déclaration de sous-traitance au présent acte d'engagement.*

12.2 PRESENTATION DE SOUS-TRAITANT(S) EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

En cours d'exécution du m marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition d'avoir obtenu du Centre Pompidou, coordonnateur du groupement de commandes, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance que le titulaire doit remettre à l'interlocuteur dédié (*Cf. formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>*).

ARTICLE 13 | ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

13.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (article 1382 à 1384 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant au Centre ou à des tiers, du fait de sa présence dans les locaux du Centre. Le titulaire est

également responsable de l'inexécution manifeste des prestations dues au titre de son marché et des obligations qu'il comporte. Le Centre est dégagé de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration des matériels ou de marchandises appartenant au titulaire et entreposés dans l'établissement pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Le titulaire doit contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément du Ministère des Finances, une police d'assurance Responsabilité Civile pour tous les cas où sa responsabilité pourrait se trouver engagée.

Cette police doit couvrir tous dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, pour un montant de SOIXANTE MILLE EUROS par sinistre, avec un maximum de dommages immatériels non consécutifs d'un montant de CINQUANTE MILLE EUROS par sinistre. Cette police doit spécifier que l'assureur renonce à tout recours contre l'état, le Centre et ses assurances.

Le Centre peut considérer comme nulle toute police d'assurance souscrite par le titulaire sans avoir obtenu son accord préalable.

Il sera en outre stipulé dans les polices d'assurances, que les compagnies d'assurances ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard dans le paiement des primes de la part du titulaire qu'un mois après la notification par lettre recommandée au Centre de ce défaut de paiement.

Le Centre aura alors la faculté de se substituer au titulaire pour effectuer ces paiements sous réserve de son recours contre ledit titulaire.

Pour que les dispositions du présent article reçoivent leur plein effet, copie en bonne et due forme du marché sera remise par le titulaire aux compagnies d'assurances qui assureront les risques énumérés dans cet article.

13.2 ASSURANCES PERSONNELLES DE L'ENTREPRISE

Assurance de responsabilité civile

L'entreprise est tenue de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers du fait des prestations qu'elle réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Assurance dommages

Les stipulations du CCAG-Travaux et son article 9.1 sont applicables.

13.3 ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITE

Les polices d'assurance décrites ci-dessus ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum exigé par le maître de l'ouvrage. Elles ne limitent en rien les responsabilités liées au choix de ses propres garanties par le titulaire.

L'entreprise fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants. Il demeure garant vis-à-vis du maître de l'ouvrage des insuffisances de couverture de ses sous-traitants.

Assurances complémentaires

L'entreprise fera son affaire de toutes assurances qu'elle souhaitera souscrire en complément des garanties apportées par les polices souscrites par le maître de l'ouvrage.

Justification des garanties

Le titulaire devra fournir au plus tard dans les 15 jours qui suivent la notification du marché des attestations d'assurance dûment remplies par l'assureur, précisant :

- que la police s'applique pour l'opération et les prestations objet du marché ;
- que les montants de garantie sont conformes aux exigences du marché ;
- une garantie concernant sa police de responsabilité (civile, dommages, ...).

Le titulaire devra prévenir le maître de l'ouvrage de toutes modifications dans ses polices d'assurances.

Tout versement d'acompte pourra être différé, si le titulaire ne fournit pas les justifications demandées.

13.4 RESPONSABILITE DES INSTALLATIONS

Le titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il intervient. Le titulaire est également responsable de l'inexécution manifeste des prestations dues au titre de son marché et des obligations qu'il comporte. Toutes les installations doivent, après intervention, être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

Par ailleurs, si lors d'une intervention, le titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit, avant de commencer les travaux, en informer le Centre, faute de quoi il en est tenu pour responsable avec obligation de remise en état à sa charge et à ses frais.

Le titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution des travaux ;
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'établissement par suite ou en cours de l'exécution de ses travaux ;
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'établissement.

ARTICLE 14 | CLAUSES DE REEXAMEN

14.1 MODIFICATIONS DES DELAIS

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de clause de réexamen, s'il s'avère que les délais d'exécution des travaux doivent être modifiés, du fait du Centre Pompidou ou d'un tiers, le Centre Pompidou prend contact avec le titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces nouveaux délais sont sans impact financier et sans incidence sur la durée du marché, la validation de ces nouveaux délais fera l'objet de la notification d'un ordre de service modificatif ou d'un échange de courriels entre le titulaire et le Centre Pompidou. Dans le cas contraire, il sera conclu un avenant.

14.4 MODIFICATIONS DES INTERLOCUTEURS

Les changements des interlocuteurs du Centre Pompidou du titulaire font l'objet d'un simple échange de courrier électronique avec demande d'accusé de réception.

Cependant le titulaire s'engage, lors du remplacement d'un de ses représentants dédiés à du marché, à notifier ce changement dans les plus brefs délais et à affecter à l'exécution du marché du personnel aux qualifications et aux compétences équivalentes.

Cette disposition ne concerne pas les représentants légaux du titulaire pour lesquels tout changement doit être effectué dans les conditions définies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** « **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ».

ARTICLE 15 | LITIGES

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris conformément aux dispositions de l'article R. 312-11 du code de justice administrative.

ARTICLE 16 | RECOURS A UNE PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans mise en concurrence. La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 17 | PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également lesdites conventions :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Centre Pompidou est en droit pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 41 du CCAG-TRAVAUX.

ARTICLE 18 | DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Conformément à l'article 1er du CCAG-Travaux, les articles du présent AE valant CCAP qui dérogent au CCAG sont les suivants :

Article 3 Pièces contractuelles	Articles 4.1 et 4.2
Article 6.1.10 Opérations de vérification	Articles 38, 41 et 42
Article 6.1.10 Réception partielle	Articles 42.2 et 42.3
Article 6.1.10 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	Article 43
Article 9.1 Demandes de paiement	Article 12

Article 11 Confidentialité

Article 5.1

ARTICLE 19 | SIGNATURE DE L'ENTREPRISE**19.1 ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR**


 Je, soussigné

sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

SI L'ENTREPRISE EST ETABLIE EN FRANCE :

- atteste sur l'honneur avoir déposé auprès de l'administration fiscale à la date de la présente attestation, l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé pas des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (*bulletin de salaire*), et L.1221-10 (*déclaration nominative préalable d'embauche*) du code du travail,
- atteste sur l'honneur que³ :
 - ☐ la société que je représente n'emploie pas des salariés étrangers ;
 - ☐ la société que je représente emploie des salariés étrangers. Dans cette hypothèse, la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par le Centre Pompidou. La liste devra être établie dans les conditions prévues à l'article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- m'engage, si le marché m'est attribué, à fournir les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique et à l'article D.8222-5 du code du travail avant la signature du marché par le Centre Pompidou.

19.2 SIGNATURE DE L'ENTREPRISE

 L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 90 jours calendaires à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

Le présent acte d'engagement comporte.....annexe(s) énumérée(s) ci-après :

- ☐ liste des cotraitants et répartition des prestations et de leur montant
- ☐ RIB de chaque cotraitant
- ☐ autre(s) à lister :

Fait en un seul original, à....., le
 Nom et qualité du signataire :
 Cachet de l'entreprise

³ Cocher la case concernée

ARTICLE 20 | ACCEPTATION DE L'OFFRE - SIGNATURE DU CENTRE POMPIDOU

20.1 COMPTE RENDU DES NEGOCIATIONS

Le présent marché :

- ☐ a fait l'objet d'une négociation
- ☐ n'a pas fait l'objet d'une négociation

20.2 RECAPITULATIF DES ANNEXES ETABLIES APRES LA REMISE DES OFFRES

- ☐ annexe relative aux demandes de précisions ou compléments sur la teneur des offres
- ☐ annexe relative au résultat de la négociation
- ☐ autre(s) à lister :

20.3 ACCEPTATION DE L'OFFRE

La présente offre est acceptée par décision en date du :

20.4 SIGNATURE DU CENTRE POMPIDOU

A.....

Le

Pour le Centre Pompidou,
Le représentant du pouvoir adjudicateur

ARTICLE 21 | CADRE DE NANTISSEMENT OU DE CESSIION DE CREANCE

La présente copie certifiée conforme à l'original est délivrée en exemplaire unique pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément au code monétaire et financier en ce qui concerne⁴ :

- ☐ La totalité du montant du marché dont le est de :
- ☐ La partie que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
- ☐ La partie des prestations devant être exécutées par en qualité de⁵ :
- ☐ Membre du groupement d'entreprises titulaire du marché
- ☐ Sous-traitant présenté dans l'offre est égale à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

A Le

Pour le Centre Pompidou, pouvoir adjudicateur, représenté par :

Désignation et adresse du comptable assignataire :

Pour le Centre Pompidou :
L'Agent Comptable du Centre Pompidou
4 rue Brantôme | 75191 Paris Cedex 04

Annotations ultérieures éventuelles portées par le Centre Pompidou en cours d'exécution du marché

Des annotations ultérieures seront portées en cours d'exécution du marché dans les cas d'évènements modifiant le droit au paiement du titulaire, notamment dans les cas suivants :

- *Présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution*
- *Avenant modifiant le montant du marché*
- *Avenant de transfert du marché*

Ces annotations ultérieures seront annexées au présent exemplaire unique

Ces annotations ultérieures seront annexées au présent exemplaire unique

⁴ Cocher la situation concernée

⁵ Cocher la situation concernée